



DIRECTION FRANCE SUD
IMMEUBLE LE CARAT
168- 170 AVENUE THIERS
69455 LYON CEDEX 06

**MOE AMÉNAGEMENT DU LIT ET DES BERGES DU GIER
À LA GRAND CROIX.**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION N°1

DATE : 19 JANVIER 2016

LIEU : CENTRE TECHNIQUE DE SEM À SAINT CHAMOND

PROCHAINE RÉUNION :

DATE : à définir
HEURE : à définir
LIEU : à définir

RÉDACTEUR : F. PEGUIN

DIFFUSÉ LE : 20 janvier 2016

VALIDATION : J. PADET

SAINT ETIENNE MÉTROPOLE (SEM)	Tél Fixe - Portable	Mail	P ⁽¹⁾	A	D	I
M. PADET Julien - Chargé de mission	06 25 32 01 71	j.padet@agglo-st-etienne.fr	X		X	X
MAIRIE DE LA GRAND CROIX						
			X		X	X
				X	X	X
PARTENAIRES DU PROJET						
Mme Beatrice VOOGDEN (DDT Loire)	04 77 43 31 72	beatrice.vooqden@loire.gouv.fr	X		X	X
M. Denis FELIX – DREAL RA		denis.felix@developpement-durable.gouv.fr	X		X	X
EGIS						
M. PEGUIN Fabrice - Chef de projet	06 03 04 93 93	fabrice.peguin@egis.fr	X		X	X

(1) P : Présent

A : Absent

D : Diffusion

I : Invité à la prochaine réunion

1.OBJET DE LA REUNION

- Réunion préparatoire à la réalisation des dossiers réglementaires ;

2.POINTS ADMINISTRATIFS

- Notification reçue le 18/01/2016 ;
- OS1 : Tranche ferme (DUP + DIG) + Tranche conditionnelle 1 (AVP, PRO, DLE)

3.RELEVÉ DE DÉCISIONS

- **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION :**

- Opération visant à la restauration morphologique et écologique du Gier

Philosophie générale : « redonner un espace naturel au Gier qui a subi pendant 2 siècles de profonds remaniements »
- Opération débutée en 2013 – 2014 avec étude de faisabilité (cabinet PROGEO) ;
- Mission de MOE confiée à EGIS (notification le 18 01 2016) ;
- Eléments de la mission :
 - ✓ Elaboration du dossier DUP + DIG sur l'ensemble du projet (5 tronçons) ;
 - ✓ Etude de conception des aménagements (AVP, PRO) sur les tronçons 1, 2 et 5 (dans un 1^{er} temps) ;
 - ✓ Elaboration du dossier loi sur l'eau (DLE) sur les tronçons 1, 2 et 5 ;
- Caractérisation des tronçons :
 - Tronçon 1 :
 - Ouverture du lit en RG (10 propriétaires privés)
 - Terrassement en RD (terrain communal)
 - Prévoir une variante en partie aval du T1 : maintien du portique & modification des travaux d'ouverture du lit ;
 - Tronçon 2 :
 - Protection de berge en RG
 - Ouverture du lit en RD (terrain communal – Parc de la Platière)
 - Abaissement et équipement du seuil existant : création d'une passe à poissons ;

-Prévoir une variante « arasement complet du seuil » en lien avec la variante à étudier sur le T1 (maintien du portique - ouverture du lit moins importante) de manière à compenser la moindre performance hydraulique) ;

- Tronçons 3 & 4 :

-Interventions dans un second temps

-Travaux en rives (terrassements + végétalisation) sur des parcelles privées ;

-Démolition d'un 1^{er} bâtiment bientôt engagée ;

-Négociation à venir avec le propriétaire & le locataire du garage (délocalisation) ;

- Tronçon 5 :

Ancien méandre du Gier

Démolition du bâtiment situé sur la parcelle « Baïkeche » (Fonds « Barnier ») ;

Terrassement et recréation de milieux naturels ;

Gestion des eaux pluviales et de la renouée du Japon

- **Opération proposée par SEM pour l'appel à projet GEMAPI de l'AERMC :**

- Dépôt des candidatures : 31 mars 2016 au plus tard ;
- Nécessité d'avoir le récépissé de dépôt du DLE dans le cadre du dépôt des candidatures
- Délai pour le DLE + DIG : fin février 2016 puis 15 jours de relecture et compléments éventuels (dépôt définitif : 15 mars 2016).

- **CONSTITUTION DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES :**

- La DDT 42 indique que :

- 2 procédures sont à respecter :

- ✓ DLE + DIG (+ CNPN si nécessaire) ;
- ✓ DUP

- **Pas nécessité de faire une DIG si une procédure de DUP est lancée :**

→ **A confirmer par la DDT42 : la DUP et la DIG portent sur le même projet mais pas sur les mêmes parcelles : DUP pour les parcelles à acheter et DIG pour les parcelles privées concernées par les travaux → ces 2 procédures sont complémentaires – la DIG est liée à l'autorisation loi sur l'eau et doit porter sur les mêmes travaux (donc les mêmes tronçons) – la DUP peut porter sur l'ensemble de l'opération**

- 1 seule enquête publique si le timing des dossiers est synchronisé : en application de l'article R.214-90 du code de l'environnement, l'enquête publique LSE/DIG+DUP doit être unique ;

- **DLE :**

- DDT42 :

- ✓ nécessité de présenter le projet global (tous les tronçons) avec un zoom sur les tronçons « travaux » (T1, T2 et T5)
- ✓ Dossier probablement incomplet (données faune / flore probablement insuffisantes)

→ **DDT42 : vérifier le délai maximal pour fournir les compléments (3 mois) : le délai de 3 mois n'est pas réglementaire – un délai de 6 mois pourrait être accordé à SEM pour apporter les compléments (délai à recalculer ensemble selon le calendrier SEM, de préférence inférieur ou égal à 6 mois pour ne pas trop être en décalage avec les délais normaux sur une autorisation)?**

- EGIS : sous réserve d'acceptabilité par les services de l'Etat, il y a possibilité de réaliser un dossier DLE modificatif ;

- **Etude d'impact :**

- Faire une demande par mail d'avis auprès de l'autorité environnementale (AE) pour savoir si on est assujéti à étude d'impact :

→ **EGIS : préparer un document de présentation simplifié de l'opération + document cerfa**

Si possible, caler un RDV avec l'AE dans les locaux de la DREAL pour discuter de ce point « en direct »

- DREAL : pour l'étude d'impact, il existe 2 cas de figure :

- ✓ procédure d'office ;
- ✓ procédure au cas par cas ;

- **Lecture de la DDT 42 de la rubrique 10 b) « reprofilage, régularisation de cours d'eau » : « Etude d'impact si artificialisation du milieu »**

Dans le cas présent, restauration de milieux naturels → Pas visé à étude d'impact pour cette rubrique. La DDT ne pense pas que l'opération puisse être assimilée à un exhaussement / affouillement supérieur à 2 m sur plus de 2 ha (rubrique 48°).

- La DREAL indique qu'un dossier CNPN est nécessaire si :

- ✓ Destruction d'individus d'espèces protégées dans la Loire ;
- ✓ Destruction d'habitats d'espèces protégées ;

Il s'agit d'évaluer l'impact résiduel des travaux sur les espèces protégées.

→ Pas nécessité de mesure de compensation ; étant donné la nature des travaux : restauration écologique.

Il est noté la présence de la Lathrée Ecailleuse (espèce non protégée dans la Loire) constatée par le conservatoire botanique (sept 2013).

La DREAL indique qu'il y a 3 conditions pour une « dérogation au titre des espèces protégées » :

- 1- Pas d'autres solutions possibles
- 2- Pas de remise en cause de l'état de conservation des espèces au niveau local
- 3- « Intérêt d'agir » = intérêt public majeur

Dans le cas présent, il s'agit de la sécurité publique (prévention des inondations, protection des biens et des personnes) et de l'amélioration du fonctionnement global du Gier (hydromorphologique et écologique)

- **Etude faune / flore :**

- La DREAL indique qu'une analyse des enjeux écologiques peut s'effectuer sur la base de 2 passages au printemps :

- ✓ Mois de mars (amphibiens, avifaune)
- ✓ Mois de juin (flore, avifaune)

Objectifs de l'expertise faune / flore :

- ✓ définir la typologie des habitats biologique présents
- ✓ définir les cortèges d'espèces présentes et les enjeux écologiques
- ✓ définir les impacts sur la faune et la flore et les mesures d'évitement... ;

- **Procédure IOTA unique / défrichement : après vérification en interne, la DDT confirme que le projet ne relève pas d'une procédure de défrichement (pas de massif, pas de changement de destination des terrains dans la mesure où le cordon rivulaire à vocation à être recréé). Par contre si les travaux touchent à un espace boisé classe il y a une déclaration à faire en mairie : point à vérifier par EGIS/SEM si ce n'est pas déjà fait.**

4. PROCHAINE RÉUNION

Date à définir.

5. DOCUMENTS REMIS

- Dossier informatique : « Données d'entrée pour le projet »

La séance est levée à environ 16H00.